

Le mercredi 3 juin 2020

Le très honorable Justin P. J. Trudeau
Premier ministre du Canada
80, rue Wellington
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
pm@pm.gc.ca

Objet : Soutien aux municipalités canadiennes durement frappées par la COVID-19

Monsieur le Premier Ministre,

En cette période de transition critique pour l'économie canadienne, le Conseil des grandes villes canadiennes (CGVC) et le Conseil canadien des affaires (CCA) unissent leur voix pour offrir un point de vue national sur la crise à laquelle font actuellement face nos villes et les entreprises qui y exercent des activités.

Fondé en 2015, le Conseil des grandes villes canadiennes est une coalition formée des présidents et des chefs de la direction des neuf plus grandes chambres de commerce urbaines régionales du Canada : Vancouver, Calgary, Edmonton, Winnipeg, Brampton, Toronto, Ottawa, Montréal et Halifax. Représentant la moitié du PIB et de la population du pays, le CGVC prône énergiquement l'établissement de politiques nationales qui favorisent le développement d'économies urbaines concurrentielles et durables.

Fondé en 1976, le Conseil canadien des affaires est un organisme sans but lucratif et non partisan représentant des dirigeants d'entreprise de tous les secteurs et de toutes les régions du Canada. Les entreprises membres du Conseil emploient quelque 1,7 million de Canadiennes et de Canadiens, versent la plus grande part des impôts fédéraux sur les sociétés et sont les plus grands contributeurs à l'échelon de l'exportation du Canada, du mécénat d'entreprise et des investissements du secteur privé en matière de recherche et de développement. Au moyen de partenariats dans la chaîne d'approvisionnement, de contrats de service et de programmes de mentorat, les membres du Conseil soutiennent des centaines de milliers de petites entreprises et d'entrepreneurs dans les collectivités de toutes tailles, partout au Canada.

Nous accueillons favorablement votre annonce du 1^{er} juin concernant l'aide financière accélérée accordée aux municipalités. Cette mesure reconnaît clairement la crise à laquelle ces dernières font face partout au pays et sera utile pour régler les problèmes de liquidité à court terme. Or, il ne s'agit pas d'argent frais et cette aide ne résout en rien le problème des coûts d'exploitation et des pertes non recouvrables qui frappe les municipalités de toute taille.

Alors que les villes et les entreprises commencent à rouvrir aux quatre coins du pays, nos deux organisations s'entendent pour dire que l'adoption d'une approche pancanadienne serait salutaire. Nous aimerions que votre gouvernement tienne compte de ces principes en créant d'autres programmes contribuant directement à l'effort global de relance de nos villes, de nos municipalités et de nos entreprises.



- **Les villes sont les moteurs économiques du Canada.** Les gouvernements locaux gèrent près des deux tiers de l'infrastructure de base et des services essentiels au pays, dont les réseaux de transport collectif et les routes qu'empruntent les travailleurs pour aller au travail et les consommateurs pour se rendre dans les commerces. Des parcs aux installations de loisir en passant par les logements, elles contribuent à la qualité de vie qui fait de nos régions urbaines des milieux aussi concurrentiels.
- **En raison de la pandémie, les villes font face à une crise financière.** Elles travaillent fort pour soutenir leurs résidents et leurs entreprises pendant la crise, ce qui entraîne des coûts imprévus. Parallèlement, les revenus tirés des droits d'utilisation et des impôts fonciers atteignent leur point le plus bas. Les municipalités qui ont un système de transport collectif subissent d'importantes pertes de revenus dans les boîtes de perception, lesquelles sont estimées à 400 millions de dollars par mois à l'échelle nationale – ce qui représente de 30 % à 50 % de pertes nettes mensuelles pour ces municipalités. Ensemble, leurs pertes financières, sans précédent et irrécupérables, sont estimées entre 10 et 15 milliards de dollars.
- **Plus que jamais, le soutien d'urgence et les nouveaux outils offerts aux municipalités sont essentiels,** non seulement pour assurer le bon fonctionnement des services de première ligne, mais aussi pour garantir la reprise économique, laquelle les villes et les entreprises devraient stimuler en collaboration. C'est ce à quoi les Canadiens s'attendent précisément. L'une des options mises de l'avant par la Fédération canadienne des municipalités est que les gouvernements fédéral et provinciaux fournissent 10 milliards de dollars en financement d'urgence pour les coûts d'exploitation.
- **Les villes sont à court d'options.** Elles ont besoin d'outils financiers et de soutien pour que les services essentiels et de première ligne puissent être maintenus. Sans soutien ni outils supplémentaires, les options laissées aux villes sont inacceptables pour les Canadiens et pour les entreprises. Ce n'est pas le moment de réduire les services municipaux de première ligne. L'abandon de projets d'investissement économiquement profitables minerait directement les mesures de stimulation dont nos régions auront bientôt besoin. Le prélèvement massif d'impôts fonciers l'an prochain aurait pour effet de nuire aux entreprises et aux consommateurs aux premiers jours de la reprise.
- **Les gouvernements doivent travailler ensemble dès maintenant.** Le milieu des affaires du Canada et les dirigeants locaux ont besoin que tous les gouvernements fassent front commun sur ce point pour que nous soyons prêts à stimuler la relance vigoureuse que méritent les Canadiens.
- **Une stratégie urbaine nationale est nécessaire pour relancer l'économie canadienne.** Cela constituerait une transition entre l'approche ad hoc par projets adoptée pour les investissements fédéraux dans les infrastructures des principaux métros du Canada et une approche qui permettrait l'harmonisation des investissements avec les priorités régionales tout en tenant compte de la croissance et de la compétitivité.

Bien que nous soyons sensibles aux efforts initiaux qu'a déployés le gouvernement fédéral pour aider au bon fonctionnement des entreprises et des infrastructures municipales, nous espérons, en tant que défenseurs des intérêts des entreprises canadiennes de toutes les tailles, que votre gouvernement envisage d'adopter une vision plus globale et plus collaborative, comme l'indiquent les principes énoncés dans la présente lettre. Jamais les entreprises et les administrations municipales n'ont eu autant besoin de collaborer, et jamais la réussite conjointe de ces groupes n'a été aussi nécessaire pour que l'économie canadienne puisse retrouver la voie de la croissance et de la stabilité.

N'hésitez pas à communiquer avec nous si vous souhaitez discuter davantage de ces questions.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre haute considération,

Canadian Global Cities Council



Patrick Sullivan
Président, Conseil des grandes villes canadiennes



Business Council of Canada



Goldy Hyder
Président et chef de la direction, Conseil canadien des affaires

Conseil des grandes villes canadiennes
[LA PAGE DE SIGNATURES SUIT]



Patrick Sullivan
Président et chef de la direction



Janet De Silva
Présidente et cheffe de la direction



Bridgitte Anderson
Présidente et cheffe de la direction



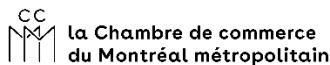
Janet Riopel
Présidente et cheffe de la direction



Loren Remillard
Président et chef de la direction



Sandip Lalli
Présidente et cheffe de la direction



Michel Leblanc
Président et chef de la direction



Todd Letts
Président et chef de la direction



Sueling Ching
Présidente et cheffe de la direction

À propos du Conseil des grandes villes canadiennes

Fondé en 2015, le Conseil des grandes villes canadiennes (CGVC) est une coalition formée des présidents et chefs de la direction des neuf plus grandes chambres de commerce urbaines régionales du Canada : Vancouver, Calgary, Edmonton, Winnipeg, Brampton, Toronto, Ottawa, Montréal et Halifax. Représentant la moitié du PIB et de la population du pays, le CGVC prône énergiquement l'établissement de politiques nationales qui favorisent le développement d'économies urbaines concurrentielles et durables.